

ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. UNE MILITANTE DÉTENUE DEPUIS UN AN SANS AVOIR ÉTÉ JUGÉE

Arrêtée illégalement en septembre 2018, Đoàn Thị Hồng est privée de liberté depuis lors, sans avoir été jugée. Elle a été détenue au secret pendant onze mois. Sa famille a enfin pu la voir le 4 septembre 2019 et a constaté que sa santé s'était fortement dégradée. Đoàn Thị Hồng est une prisonnière d'opinion. Amnesty International appelle les autorités à la libérer immédiatement et sans condition, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit fondamental à la liberté d'expression.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Secrétaire général du Parti communiste vietnamien et président du Viêt-Nam

Nguyen Phu Trong
So 1A Hung Vuong, Ba Dinh, Ha Noi, Viêt-Nam

Monsieur le Secrétaire général et Président,

Je vous écris pour vous prier d'intervenir afin que Đoàn Thị Hồng, mère d'une enfant de trois ans et militante pacifique, soit libérée immédiatement et sans condition. Inculpée de « trouble à l'ordre public » au titre de l'article 118 du Code pénal de 2015, elle est détenue depuis un an, sans avoir été jugée, au Centre de détention de la police d'Ho Chi Minh-Ville.

Après avoir participé à une manifestation pacifique en juin 2018, Đoàn Thị Hồng a été appréhendée arbitrairement le 2 septembre 2018 à Ho Chi Minh-Ville, alors qu'elle se trouvait avec des amis. Au moment de son arrestation, aucun mandat d'arrêt et aucun acte d'inculpation ne lui ont été présentés.

Je suis également préoccupé.e par la santé de Đoàn Thị Hồng et par les difficultés rencontrées pour les visites de sa famille. Au bout de 11 mois de détention, Đoàn Thị Hồng a enfin pu voir ses proches le 4 septembre 2019, pour la première fois depuis son arrestation. Pendant la visite, sa sœur a constaté, à l'aspect de son visage et de ses mains, qu'Đoàn Thị Hồng n'allait pas bien, mais comme un agent de police était présent, elles n'ont pas pu évoquer son état de santé. À la fin de la visite toutefois, le surveillant a remis à la famille, sans explication, une liste de médicaments pour les troubles gastriques, cérébraux et cutanés. Selon le droit international, notamment l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), les autorités pénitentiaires doivent assurer gratuitement des soins de santé adaptés à toutes les personnes détenues.

Je m'inquiète pour le bien-être de Đoàn Thị Hồng et de sa petite fille, qui doit grandir sans sa mère. Aussi, je vous prie instamment :

- *de faire libérer Đoàn Thị Hồng immédiatement et sans condition, car elle est détenue uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;*
- *dans l'attente de sa libération, de veiller à ce que Đoàn Thị Hồng puisse régulièrement et sans restriction voir sa famille, consulter les avocats de son choix et recevoir des soins médicaux adaptés assurés par l'État.*

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général et Président, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Đoàn Thị Hồng, née en 1983 dans la province de Bình Thuận, au Viêt-Nam, est membre du Groupe Constitution (*Nhóm Hiến Pháp*). Ce groupe fait campagne pour l'application du Chapitre deux de la Constitution vietnamienne de 2013, qui garantit les droits fondamentaux de tous les Vietnamiens.

En juin 2018, Đoàn Thị Hồng a pris part, à Ho Chi Minh-Ville, à une manifestation publique contre un projet de loi visant à permettre aux autorités de créer des zones économiques spéciales. Ce texte permettrait à des investisseurs étrangers d'utiliser les terrains concernés pour une durée pouvant aller jusqu'à 99 ans et de bénéficier d'avantages fiscaux, ce qui laisse à craindre une limitation des possibilités pour les entreprises vietnamiennes.

La famille de Đoàn Thị Hồng a engagé un avocat, mais Đoàn Thị Hồng a dit à sa sœur, lors de sa récente visite, qu'elle ne voulait pas de défenseur, la police lui ayant dit que son dossier progresserait plus rapidement si elle n'en avait pas. Selon les informations recueillies par Amnesty International, la police vietnamienne convainc souvent les prisonniers d'opinion de renoncer à leur droit à un avocat, en leur promettant en contrepartie d'aider à faire avancer leur dossier. Le droit de recourir aux services d'un avocat est essentiel pour la défense des droits des personnes détenues, et les autorités doivent leur permettre de l'exercer, pas le contraire.

La sœur de Đoàn Thị Hồng continue à se battre en sa faveur et diffuse régulièrement des informations à son sujet sur sa page Facebook, appelant à la soutenir. Cependant, la police aurait dit à Đoàn Thị Hồng et à son père de la dissuader d'évoquer l'affaire sur Facebook.

Au Viêt-Nam, les conditions de vie dans les centres de détention de la police et dans les prisons sont très dures, en particulier pour les prisonniers d'opinion. Ces personnes sont souvent soumises à du harcèlement, des mauvais traitements (elles sont notamment sous-alimentées), des agressions de codétenus ou des placements à l'isolement. Elles sont parfois torturées. La détention provisoire est une période particulièrement difficile : bien souvent, les prisonniers d'opinion subissent des interrogatoires poussés et des violences physiques et psychologiques, et font l'objet de restrictions de leur droit de consulter un avocat et de recevoir des visites de leurs proches. De plus, les autorités transfèrent fréquemment les prisonniers d'opinion dans des établissements éloignés de leur lieu d'habitation, ce qui fait qu'il est difficile pour leurs proches de leur rendre visite et de leur apporter des provisions.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, vietnamien
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 18 OCTOBRE 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM A UTILISER : Đoàn Thị Hồng (elle)